

Lutte contre la pandémie

La naissance du certificat Covid est semée d'embûches

À quoi ce passeport sanitaire, déjà très contesté, servira-t-il en Suisse? Plusieurs questions restent ouvertes.

Caroline Zuercher

Le certificat Covid sera-t-il une coquille vide? Si son utilisation pour voyager est acquise, son emploi en Suisse pourrait être limité. Alors que la décision finale du Conseil fédéral est attendue le 23 juin, des points doivent encore être éclaircis.

● Épidémie sous contrôle

Avec 51,4 nouvelles infections pour 100'000 habitants sur quatorze jours, la situation est sous contrôle dans notre pays. Dans ces conditions, Antoine Flahault n'est pas convaincu que le certificat ait une utilité en Suisse. L'épidémiologiste distingue les plans national et international. «En cas de voyage, un tel document est exigé pour d'autres maladies et je pense qu'avec le Covid, cela va perdurer.»

Selon lui, l'enjeu est différent dans le pays, où une telle mesure n'a été prise pour aucune autre infection. «L'épidémie décroît et même pour les personnes non vaccinées, le risque de tomber malade est actuellement faible. Introduire un certificat dans ce contexte me paraît discutable, car il y a un risque de discrimination. Mais cette décision est plus politique que médicale.»

Le virologue Didier Trono défend un autre point de vue. Le certificat apporte selon lui une sécurité dont il serait «dommage» de ne pas profiter, y compris en Suisse. «Ceux qui n'ont pas reçu deux doses de vaccin restent exposés à un risque, ce d'autant plus que le virus circule encore dans le monde», argumente-t-il.

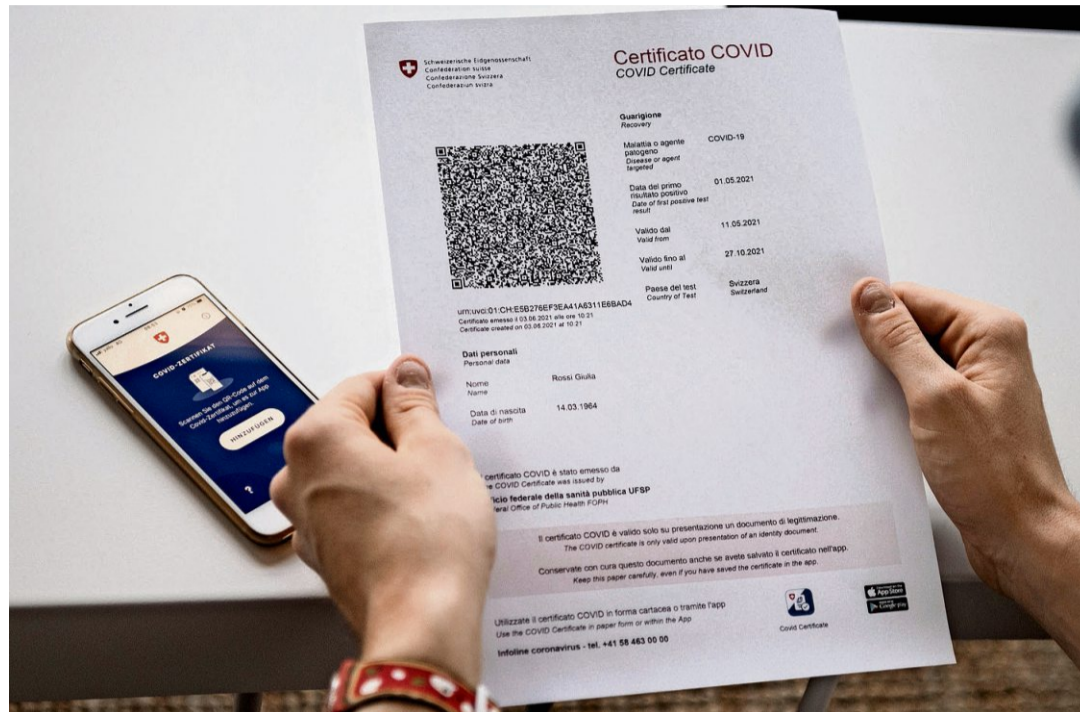
● Pressions politiques

Des référendums ont été lancés par les jeunes UDC d'un côté, par le réseau «Choix vaccinal», l'alliance d'action de la Suisse centrale et Les Amis de la Constitution de l'autre. «L'enthousiasme est énorme, je n'ai jamais vu cela!» s'exclame le président des jeunes UDC, David Trachsel. Coprésident des Amis de la Constitution, Werner Boxler s'en réjouit: «Nous pourrions mener un débat de fond pour savoir si nous voulons réellement une société à deux vitesses.»

Cette semaine, le sujet a occupé le parlement fédéral. Au final, les deux Chambres ont décidé de ne pas inscrire dans la loi Covid le fait que les titulaires d'un certificat pouvaient être exemptés de restrictions d'accès à des lieux définis. Elles ont préféré laisser le Conseil fédéral décider par voie d'ordonnance.

Le débat a été l'occasion de s'interroger sur l'usage futur du sésame. «Au fond, il va surtout servir pour les voyages, estime Valérie Piller-Carrard (PS/FR). En Suisse, on risque de créer des inégalités ou des difficultés pratiques trop importantes pour certains établissements.»

S'il en est une qui ne regretterait pas que le projet se réduise



Un certificat Covid suisse est scanné avec un mobile. Le code QR rend le document infalsifiable et garantit son authenticité. KEYSTONE

«Le risque de tomber malade est actuellement faible. Introduire un certificat dans ce contexte me paraît discutable, car il y a un risque de discrimination.»

Antoine Flahault
Épidémiologiste

comme peau de chagrin, c'est Léonore Porchet (Verts/VD): «Dans le plan du gouvernement, des activités quotidiennes pourraient être touchées. Il faudra montrer patte blanche alors que des gens ne peuvent pas ou ne veulent pas justifier de leur état de santé.» L'écologiste estime toutefois qu'un référendum sera vraisemblablement inutile. «A priori, ces questions ne vont pas se poser longtemps. D'ici au vote populaire, ce débat sera certainement dépassé.»

Sondage Tamedia

Une majorité de Suisses se vaccine par solidarité

Pour 53% de la population suisse, se faire vacciner contre le Covid s'est imposé comme une évidence. C'est ce qui ressort du sondage Tamedia (éditeur de ce contenu) réalisé entre le 11 et le 13 juin auprès de quelque 16'000 personnes de tout le pays (dont plus de 4000 en Suisse romande). Pour 18% des sondés, en revanche, la décision a été plus difficile à prendre: ce n'est qu'après avoir pesé le pour et le contre qu'ils ont choisi de finalement s'inscrire. Certains sont encore indécis: dans cette catégorie, ils sont 6% à déclarer qu'ils finiront probablement par suivre le mouvement, tandis que 8% pensent qu'ils ne se feront plutôt pas administrer le vaccin.

Il reste encore 15% de Suisses pour qui les choses sont claires: ils ne se feront pas vacciner. Par

● Durée limitée

Combien de temps ce passeport sera-t-il utilisé? «L'idée est d'y recourir dans notre pays durant une période transitoire, rappelle le conseiller aux États Andrea Caroni (PLR/AE). Le but est de pouvoir ouvrir entièrement tous les lieux lorsque ceux qui le souhaitent auront pu être vaccinés.»

Le Conseil exécutif du canton de Berne a demandé ce jeudi que ce système cesse d'être utilisé en Suisse d'ici fin septembre. La Confédération espère aussi qu'il ne sera pas nécessaire longtemps. Mais il y a une condition: la campagne de vaccination doit continuer à bien se dérouler.

● L'inconnue de l'automne

Outre l'effet des vaccins, on peut supposer que le ralentissement actuel de l'épidémie s'explique en partie par le retour des beaux jours. «Le virus pourrait revenir à l'automne. Il est essentiel de l'expliquer pour que les gens se vaccinent le plus possible», avertit Didier Trono.

Selon la bioéthicienne Samia Hurst-Majno, l'intérêt du passeport Covid en Suisse pourrait

alors se révéler, si la couverture vaccinale est insuffisante et que nous connaissons une nouvelle vague. «Aujourd'hui, cet outil paraît moins attractif. Mais dans la réflexion de l'avenir ou non à disposition, il faut garder en tête que l'automne pourrait être différent. Cela pourrait valoir la peine de garder cette solution sous le coude, avec une date de péremption à la fin de la crise sanitaire.»

Une fois que tous ceux qui le souhaitent seront immunisés, ne pourra-t-on pas laisser chacun prendre ses responsabilités? Pour Samia Hurst-Majno, cette logique comporte deux points faibles. Le premier est le risque que l'accès aux soins soit réduit pour tout le monde en cas de forte vague. En outre, certains lieux ne pourront pas être sécurisés. Elle pense notamment aux écoles, car les plus jeunes enfants ne peuvent actuellement pas être vaccinés.

David Trachsel imagine lui aussi un scénario dans lequel les cas repartiraient à la hausse. Mais sa conclusion est inverse: «Il y a un risque qu'un nouveau renforcement des mesures et un prolongement du passeport Covid soient demandés. Notre référendum est aussi un moyen de faire pression pour l'éviter.»

La Suisse joue les cancrs dans le solaire et l'éolien

Énergie

Par rapport à la plupart des pays européens, la Suisse est à la traîne en matière de nouvelles énergies renouvelables.

La Suisse est en passe de rater le coche dans le domaine des nouvelles énergies renouvelables. C'est l'avertissement lancé par la Fondation suisse pour l'énergie (SES) à la suite d'une nouvelle évaluation publiée jeudi. La Suisse est à la traîne de la plupart des pays européens. En termes de production d'énergie solaire et éolienne par habitant, elle arrive notamment derrière tous les pays qui l'entourent.

La fondation appelle donc les politiques à réagir. C'est la seule façon pour la Suisse d'atteindre ses objectifs climatiques et de garantir la sécurité de l'approvisionnement, a-t-elle souligné. Le prochain levier de la politique climatique - la révision de la loi sur l'énergie - doit être actionné de toute urgence, surtout après la «débacle de la loi sur le CO₂», a ajouté la SES.

La Suisse au 24^e rang

Dans une brève étude, la Fondation suisse pour l'énergie a comparé la production d'énergie solaire et éolienne par habitant en Suisse et dans les 27 pays de l'Union européenne plus le Royaume-Uni. Cela a conduit à placer la Suisse au 24^e rang, juste devant la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie, la Slovaquie et la Lettonie.

Selon le rapport de la SES, seulement 4,7% de la consommation d'électricité en Suisse est produite à l'aide des deux nouvelles technologies renouvelables, contre 54% au Danemark, par exemple.

En termes de production d'électricité d'origine solaire et

«En termes de production d'énergie solaire et éolienne par habitant, la Suisse arrive notamment derrière tous les pays qui l'entourent.»

éolienne par habitant, le Danemark occupe la tête dans la comparaison des pays pour 2020. Il est suivi, sur la tribune des gagnants, par la Suède et l'Irlande. À noter que l'année dernière l'Allemagne a été repoussée à la quatrième place par l'Irlande.

Augmenter les objectifs d'expansion

Selon la Fondation suisse pour l'énergie, la nouvelle loi sur l'énergie devrait clairement augmenter les objectifs d'expansion des énergies solaire et éolienne en particulier, afin qu'ils soient conformes aux objectifs climatiques. La production annuelle des nouvelles énergies renouvelables devrait être accrue de 35 à 45 térawattheures d'ici à 2035, ce qui correspondrait à une progression d'un facteur 12 à 17 par rapport à la production actuelle.

Le Conseil national vient de décider mercredi d'encourager les nouvelles installations d'énergie éolienne, de petite hydraulique, de biogaz, de géothermie et de photovoltaïque à partir de 2023 par des contributions uniques à l'investissement. Il a approuvé mercredi un projet de loi allant dans ce sens. Il s'agit d'une solution transitoire. Le projet de loi va maintenant au Conseil des États.

ATS

Lausanne



Le Musée cantonal des beaux-arts (MCBA) à Lausanne a lancé ses trois expositions d'été. Elles font la part belle à des artistes contemporains vaudois, dont l'une est consacrée à une rétrospective de l'un des pionniers de l'art vidéo en Suisse, Jean Otth (photo). «C'est un feu d'artifice contemporain», s'est réjoui devant la presse le directeur du MCBA Bernard Fibicher. ATS

Sol en Valais

Création d'un centre de compétence

Pour remédier à la disparition des surfaces agricoles, le Valais crée un Centre cantonal de compétence du sol. Dans ce canton, la pression exercée sur le sol s'est renforcée ces dernières décennies. La situation est très préoccupante dans la plaine du Rhône, où la disparition des surfaces agricoles est trois fois plus rapide qu'ailleurs en Suisse. L'équivalent de 110 terrains de football y disparaît chaque année. Si une politique de gestion durable n'est pas instaurée rapidement, il n'y aura plus de surface agricole utile à l'horizon 2200, prévient le Service de l'agriculture. ATS

Argent public

La PdG se fait taper sur les doigts

L'Association de soutien, de gestion et de promotion de la Patrouille des Glaciers (ASPDG) n'a pas commis d'infraction relevant du pénal. Mais pour l'Inspection cantonale des finances, chargée d'analyser si l'argent public octroyé était utilisé de manière adéquate, le comité directeur «manque de sensibilité par rapport à sa rémunération». Les salaires attribués «dépassent le niveau auquel on peut s'attendre dans une association». L'ASPDG - qui se dit «blanchie» par ce rapport - répond que les rétributions sont à la hauteur de son professionnalisme. ATS

Pour le déploiement rapide de la 5G

Télécommunications

La 5G doit être développée rapidement. Le National a approuvé jeudi, par 97 voix contre 76, une motion du groupe PLR exigeant le déploiement d'un réseau de grande qualité dans les cinq prochaines années. ATS

Vers la prolongation du moratoire

La Confédération devrait prolonger de quatre ans le moratoire sur les OGM qui arrive à expiration à la fin de l'année. Le Conseil national a approuvé mercredi par 144 voix contre 35 une motion en ce sens d'Andreas Aebi (UDC/BE). ATS